



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article172>

Moyen orient - Islam

Le Moyen-Orient fait-il peur ?

- Z - Archives - Relations internationales - Monde - Organismes internationaux -



Date de mise en ligne : vendredi 4 mai 2007

Union des Forces de Progrès

Durant la campagne présidentielle le peu de place faite à la politique étrangère en a étonné plus d'un, alors qu'il s'agit là normalement du "pré carré" de la présidence de la république. S. Royal envisage de beaucoup solliciter le Parlement sur les questions internationales, ce qui serait certainement un grand changement. Mais nous n'en sommes pas encore là et le silence abyssal qui a entouré les problèmes du Moyen-Orient, de l'Afrique, des alliances, atlantiques ou non, ... a été vraiment impressionnant. Il y a pourtant vraiment matière à être informé clairement de la façon dont chacun des candidats conçoit la place et le rôle de la France dans le monde.

"Le monde regarde la France qui se regarde" titre "Libération" le 19 avril. La France "victime" se regarde et examine certains de ses échecs comme si l'intérieur pouvait être complètement étanche à l'extérieur ! Il est vrai que le passé récent de l'un des candidats comme ministre de l'intérieur a pu encourager cette approche ! Plus vraisemblablement les enjeux internationaux ne font pas recette électorale. Pourtant, l'armée française est engagée en Afghanistan et dans plusieurs pays d'Afrique Le Soudan, la Somalie, l'Irak ... sont enfermés dans des guerres civiles aux conséquences humaines dramatiques : nombreuses victimes, déplacements massifs de populations, ... les récents attentats en Algérie et au Maroc relancent les craintes du terrorisme le conflit Israël-Palestine est loin d'être réglé l'Iran continue à défier le monde et le risque d'un embrasement du Moyen-Orient demeure important etc. Tous ces points, et bien d'autres, auraient mérité une toute autre approche que quelques déclarations de principe "c'est scandaleux ..., il faut lutter contre le terrorisme islamiste..." ou strictement humanitaires comme pour le Darfour.

Des ressources énergétiques pour les 50 années à venir : personne n'ignore, et encore moins les candidats des élections en cours, que les relations économiques et donc politiques avec les pays du Moyen-Orient et du Maghreb représentent un enjeu capital pour l'Europe dans le domaine énergétique et dans la recherche de nouveaux marchés. 65% des réserves de pétrole et 45% des réserves de gaz naturel sont concentrés dans ces pays (sources : Institut Français des Relations Internationales ; lire, entre autres, "le Moyen-Orient et le développement d'un marché mondial du gaz naturel") ; l'Iran et le Qatar représentent à eux seuls 70% des réserves de gaz. Si le Qatar est considéré comme un partenaire "correct", il n'en va pas de même pour l'Iran qui fait partie de "l'axe du mal". Aussi les États-Unis s'opposent très fermement au développement des infrastructures d'exploitation et d'exportation du gaz de ce pays, (lire "le pipeline de la paix verra-t-il le jour ?" Institut de Relations Internationales et Stratégiques)

Alors que les États-Unis font feu de tout bois dans cette région du monde, avec des moyens et des méthodes pouvant contrevenir au droit international, ce dont se moquent ces apôtres de la liberté, l'Europe semble encore bien en retrait pour des raisons historiques et des postures politiques peu claires. Avant de développer ce point il convient de clarifier quelque peu une situation géopolitique assez complexe. On ne peut, en effet, parler du Moyen-Orient et du Maghreb ou Mashreq, sans évoquer le monde Arabe, l'islam, et le terrorisme. Si ces trois pools conceptuels peuvent interférer, ils recouvrent des réalités différentes qui ne peuvent en aucun cas être confondues comme cela arrive bien souvent dans l'opinion.

le Monde Arabe désigne l'ensemble des pays qui ont pour langue officiel l'arabe littéraire ; la religion musulmane n'y est pas nécessairement religion d'état ou dominante (Liban par exemple)

Composé de 24 pays répartis entre le Maghreb à l'Ouest et le Mashreq à l'Est, la Libye faisant la séparation : Algérie Arabie saoudite Bahreïn Comores Djibouti Égypte Émirats arabes unis Érythrée Irak Jordanie Koweït Liban Libye Maroc Mauritanie Oman Palestine Qatar Somalie Soudan Syrie Tchad Tunisie Yémen

le tout représente environ 300 millions d'habitants, dont 20 millions sont chrétiens.

La Ligue arabe rassemble l'ensemble à l'exception de l'Érythrée et du Tchad. Elle a un statut d'observateur à l'ONU. La grande diversité des pays, par le PIB et les modes de gouvernance, relativise beaucoup l'efficacité politique de la Ligue. En effet, que peut-il y avoir de commun entre la Mauritanie, le Soudan, la Somalie, pays parmi les plus pauvres, et l'Arabie Saoudite, le Qatar aux niveaux de vie équivalents à ceux de l'Europe ? Son action se limite donc à des aides discrètes à la Palestine, à de l'humanitaire et à des prises de position très modérées à l'encontre d'Israël. En fait, elle apparaît de plus en plus comme un satellite des États-Unis.

l'islam : la religion islamique comprend environ 1,3 milliard de pratiquants dans le monde. C'est la religion qui a, actuellement, la plus forte progression. Elle se divise en deux grands courants de pensée : les sunnites et les chiites (15 à 20%), ces derniers sont surtout implantés en Iran, Irak, et à un degré moindre, en Afghanistan, Pakistan, Liban ... Leur grande rivalité peut facilement dégénérer en conflit armé (cf. Irak). Les 3 principaux lieux sanctuaires de l'islam sont : la Mecque et Médine en Arabie Saoudite, Jérusalem pays où la communauté musulmane représente plus de 10% de la population :

Islam et politique : 4 pays font référence à l'islam dans leur appellation : il s'agit des Républiques islamiques d'Afghanistan, d'Iran, de Mauritanie et du Pakistan. Leur Constitution est fondée sur le droit divin révélé et la "charia" (chemin pour respecter la loi de dieu) a normalement force de loi, avec les sanctions qui vont avec : fatwa, hudûd, ta'zir etc. La réalité est en fait plus complexe. Tous ces pays, et ce de plus en plus, sont soumis à des règles internationales (dans le domaine du commerce par exemple), qui n'ont rien à voir avec un droit supposé divin.

D'autres pays reconnaissent l'islam comme religion d'État et peuvent appliquer partiellement la charia : par exemple la lapidation d'une femme jugée adultère est admise dans les provinces du nord du Nigéria.

La plupart de ces pays n'ont pas la réputation d'être des modèles de démocratie ! Ils sont le plus souvent classés sous l'appellation "régime autoritaire", voire considérés comme dictatoriaux (Libye par exemple).

le terrorisme le radicalisme violent fait peur à juste titre, surtout quand il s'internationalise comme le fait Al-Qaïda. L'influence de cette organisation va de l'Indonésie (Jemaah Islamiyah) au Maroc en passant par le Bangladesh, l'Algérie (GSPC) etc. La religion devient ainsi totalitaire, c'est-à-dire qu'il ne peut y avoir de politique sans dieu et que toute la vie doit être pensée et organisée religieusement. La modernité, la démocratie, l'occident ... sont rejetés parce que sources de tous les maux, en particulier de la misère et de l'immoralité. Cela conduit à un jihad global, c'est-à-dire à la guerre pour la reconquête du territoire berceau de l'Islam : Arabie Saoudite (avec renversement de la dynastie actuellement au pouvoir car ayant fait allégeance au États-Unis) et Irak chasser les occupants occidentaux, principalement les juifs et les américains chasser les impies, à savoir les chiites, Al-Qaïda étant sunnite, et tous ceux jugés trop proches des moeurs occidentales. Ce qui explique, en partie, l'actuelle guerre civile en Irak. Toutefois le Jihad global a besoin d'une base territoriale symbolique mais aussi refuge et terrain d'expérimentation. C'est le rôle joué par le Jihadistan Afghan dont l'échec politique est patent mais où les talibans demeurent une menace constante. (cf. Jean-Pierre Filiu, dans "les frontières du Jihad" ed. Fayard, 2006). Il est bon de noter que dans les années 70, au moment de la guerre contre l'occupant soviétique, les États-Unis n'ont pas hésité à fortement financer et armer aussi bien les moudjahidins modérés (Massoud) que les radicaux (Ben Laden).

Al-Qaïda est actuellement financé par : l'importante fortune personnelle de Ben Laden héritée de son père gros entrepreneur yéménite les aides de plusieurs familles saoudiennes ou pakistanaises le trafic de l'opium cultivé en Afghanistan, manière aussi "d'empoisonner l'Occident". (Sources : le Monde.fr dossier "le réseau Al-Qaïda") Al-Qaïda possède une grande maîtrise des moyens de communication et de propagande : vidéo, internet et ... organisations humanitaires, actives un peu partout dans le monde (Bosnie par exemple). Plusieurs ont été interdites en Europe et aux États-Unis.

La guerre menée par Al-Qaïda se définit, aux yeux de ses adeptes, d'abord comme une guerre sainte universelle qui rejette l'idée de l'État-nation pour promouvoir "l'oumma" c'est-à-dire une grande communauté musulmane mondiale appliquant la charia dans son intégralité et en dehors de toutes références profanes ; la laïcité (refus de confondre religion et politique) étant désignée comme le pire des concepts. Cette guerre ne peut donc avoir un caractère nationaliste au sens de la revendication d'un territoire précis et de la conquête du pouvoir sur ce territoire. Ce qui fait que Al-Qaïda a peu d'influence, voire pas du tout, en Palestine, au Liban, en Tchéchénie ou en Bosnie. "Al-Qaïda s'adresse, au delà de frontières, aux musulmans qui ne se reconnaissent ni dans un territoire, ni dans un État donné. Tout se passe comme si Al-Qaïda voulait islamiser et radicaliser la mondialisation en la considérant comme le premier acte de la restauration de l'oumma universelle" (le Monde.fr "le réseau Al-Qaïda" 15/02/07).

Il est évident que la démarche d'Al-Qaïda peut trouver de l'écho auprès de jeunes en mal d'identité, en échec, rejetant un État qui ne s'intéresse pas à eux, où la corruption régnait ... Toutefois ce recrutement reste très très marginal.

Al-Qaïda veut, et fait tout pour cela, que l'opinion internationale se polarise sur l'action violente d'une très petite frange du monde musulman favorisant ainsi la généralisation d'une représentation d'un islam qui serait globalement intégriste, terroriste et avec qui il ne faut pas surtout pas discuter. Ben Laden semble en partie réussir dans son projet de déstabilisation d'une région explosive, créant ainsi un climat peu propice à la recherche de solutions satisfaisantes en Palestine, au Liban, en Irak, en Iran ... mais aussi au Soudan ou en Somalie ...

Que va devenir cette violence ? Pour Eli Barnavi (dans "Politique et religion" au Proche-Orient, Université de Tel Aviv) on peut avoir une position pessimiste, "la lutte contre l'intégrisme radical musulman ne fait que commencer : guerre surnoise, ennemi insaisissable, ligne de front invisible allant de l'Orient à l'Occident... Une guerre de civilisation qui va affecter notre vision du monde, nos libertés ..." et rejoindre ainsi le pessimisme de Camus "nous avons vu mentir, avilir, tuer, déporter, torturer, et à chaque fois il n'était pas possible de persuader ceux qui le faisaient de ne pas le faire, parce qu'ils étaient sûrs d'eux et parce qu'on ne persuade pas les représentants d'une idéologie." (dans "ni victimes, ni bourreaux") ou une position optimiste, "la crête de la vague intégriste est derrière nous... En pays d'islam, non seulement les États restent puissants, mais encore et surtout l'expérience iranienne (très mal jugée dans la plupart des pays du M-O) constitue la preuve que l'intégrisme n'est pas la solution aux maux dont souffre la société musulmane". Il semblerait très réducteur à quiconque d'analyser la politique corse ou basque uniquement à travers le prisme du FNLC ou de l'ETA ! De la même façon, et sans oublier en aucune façon les souffrances et la peur générées par la violence du terrorisme, on ne peut en rester à une représentation islamisante du Moyen-Orient ou du Maghreb.

l'islamisme : c'est l'islam considéré comme globalisant, source de la vie politique et sociale. Le mot est souvent employé pour désigner l'extrémisme. "Le recours à ce concept tend à "théologiser" l'origine des tensions politiques au Proche-Orient, voire dans le monde. La désignation de l'autre par sa seule appartenance "islamique" conduit à sur déterminer la variable religieuse supposée expliquer l'origine d'une partie des résistances qui se développent dans le monde, masquant ainsi l'importance des variables profanes : économiques, sociales, tribales ... Pour analyser les violences au Proche-Orient, on éprouve quasi automatiquement le besoin de faire appel à un "islamologue". Sachant la centralité que la référence religieuse continue à avoir dans la politique étrangère de l'État hébreu, si laïque se dit-il, ou dans celle des E-U, dont on sait que le président a évoqué "l'ordre divin" pour intervenir militairement en Irak, pourquoi ne mobilise-t-on donc pas un "judéologue" pour comprendre les bombardements d'Israël sur le Liban ou encore un "christianologue" pour expliquer l'influence des évangélistes fondamentalistes américains sur les décisions de M. Bush ?" (François Burgat, dans "l'islamisme")

l'islam modéré : une majorité des populations du Moyen-Orient et du Maghreb aspire à la dignité, aux droits et non à la violence. La charia ne résiste ni à l'économie, ni à la télévision ou à Internet ! (lire dans Télérâma n°2989, 28/4/07, "le Caire, nid de blogueurs" de Stéphanie Wenger)

Un certain nombre de mouvements religieux sont passés de l'affrontement à la participation au pouvoir. C'est le cas des frères musulmans en Égypte qui se sont déjà présentés à des élections parlementaires sans pour autant être parti politique puisque cela leur est interdit ; c'est le cas du Parti de la Justice et du Développement au Maroc qui a obtenu 42 députés aux dernières élections. "Nous comprenons la charia de manière large... La charia en tant que hudûd (sanction) n'existe plus dans la nation depuis longtemps. Les marocains ne votent pas pour nous pour que nous coupions la main des voleurs, ni pour la lapidation de l'adultère. Les marocains ont voté pour nous parce qu'ils ont mis leur confiance dans notre droiture" (cité par Jean-Noël Ferrié, dans "la parlementarisation de l'islam politique : la dynamique des modérés")

Il existe aussi tout un courant de pensée "moderniste" établi par des intellectuels religieux et profanes cherchant à redéfinir les rapports entre islam, société civile et pouvoir politique et dénonçant l'approche "théocratique" de l'islam. Beaucoup de militants de partis de gauche interdits s'investissent dans des organisations des droits de l'homme, vécues, par les régimes autoritaires, comme moins dangereuses que des partis politiques.

Et l'Europe que fait-elle ? L'Europe est mal à l'aise ! Le colonialisme a laissé des traces encore vivaces. Trouver une position cohérente tant à l'égard d'Israël que du Monde arabe n'est pas facile. Les honneurs accordés à certains présidents ne sont pas toujours très bien ressentis par les populations, ainsi par exemple J.Chirac a remis en 2005 le "prix Louise Michel des droits de l'homme et de la démocratie" aux présidents de l'Algérie et de l'Égypte qui ne sont sûrement pas au "top" dans ce domaine.

"N'y a-t-il que les israéliens qui intéressent l'Europe ?" entend-on dire fréquemment dans les pays du M-O, expression traduisant un fort sentiment du "2 poids, 2 mesures" : intransigeance à l'égard du Hamas et grande souplesse à l'égard d'Israël lors des bombardements sur Gaza, sur le Liban Sud ou à propos de la construction du mur "de sécurité" en Palestine ... Comment expliquer le retrait de l'aide budgétaire au gouvernement palestinien issu d'élections contrôlées par l'U-E ? Peut-on qualifier de "terroriste" le Hamas qui défend l'intégrité de son territoire occupé indûment, en d'autres temps et d'autres lieux on parle de "résistance" à l'occupant ... Au nom de quoi les États-Unis peuvent-ils se permettre des mesures d'exception, comme Guantanamo, contraires au droit international et au droits de l'Homme ?

Mettre sur le même plan de la terreur, le Hamas, le Hezbollah, les frères musulmans et Al Qaïda, auquel on ajoute l'Iran et la Syrie, relève de la désinformation. Il n'y a pas d'uniformité de ces mouvements qui vont de la guérilla révolutionnaire à la démocratie parlementaire ; il n'y a rien en effet de commun entre les Talibans et le parti pour la Justice et le Développement (AKP), parti du 1er ministre turc issu du mouvement islamiste. Rester sur ces représentations, facilite une approche trop émotionnelle des tensions et conduit à une impasse.

Respect des minorités, droits humains, cause des femmes, non discrimination progressent au M-O et dans le Maghreb, y compris dans la culture musulmane. Les régimes autoritaires de nombreux pays sont de moins en moins supportés... Il devient absolument nécessaire de sortir d'une posture "post-coloniale" voulant que l'évolution vers la modernité passe obligatoirement par l'adoption des référentiels occidentaux ; "il ne peut être des nôtres celui qui ne veut pas boire son verre comme les autres !" (François Burgat dans "Face aux libertés... au Sud de la Méditerranée"). Il y a longtemps que les États-Unis ont compris que les "modérés" religieux ou profanes sont des interlocuteurs tout à fait valables et incontournables dans la mesure où ils acceptent les règles de fonctionnement d'États de droit. Pourquoi l'Europe n'en ferait pas autant tout en gardant une attitude intransigeante à l'égard des mouvements radicaux intégristes et tout en faisant preuve de fermeté à l'égard des régimes autoritaires non respectueux des droits de l'Homme, sans pour autant rompre toute relation avec ces pays. Robespierre disait "les peuples n'aiment pas les missionnaires armés", la chance de l'Europe est peut-être là !

[1]

[1] Cet article a nécessité une recherche documentaire importante effectuée par Franck Capisano, Maison de l'Orient Lyon